

Communiqué de presse

L'interdiction du Niqab au Kirghizstan est une tentative désespérée du régime laïque de réprimer la montée de l'identité islamique au sein de la population

Le Kirghizstan est devenu le dernier pays d'Asie centrale à interdire le Niqab. Cette mesure légale est entrée en vigueur le 1er février 2025 et toute infraction sera passible d'une amende de 20 000 soms (230 \$). Les vêtements islamiques des femmes et les barbes des hommes sont depuis longtemps la cible des gouvernements d'Asie centrale, où les puissances résolument laïques craignent l'influence croissante de l'Islam. Les législateurs kirghizes ont avancé l'excuse peu convaincante que l'interdiction était nécessaire pour des raisons de sécurité, afin que les visages puissent être vus et les individus identifiés. Mais les opposants estiment que l'interdiction prive les femmes de la liberté de s'habiller comme elles l'entendent.

Bien que la région soit dominée par les musulmans, l'interdiction est justifiée par un amendement à la loi sur la sphère religieuse. Cet amendement a été signé par le président Sadyr Japarov le 21 janvier. Il ne mentionne pas explicitement le niqab, connu localement sous le nom de « parandzha ». Toutefois, elle interdit « les vêtements qui rendent impossible l'identification d'une personne dans les bureaux du gouvernement et les lieux publics », un euphémisme utilisé en Asie centrale pour décrire le niqab. Les vêtements couvrant le visage qui sont exigés dans le cadre du travail ou portés pour des raisons médicales sont exemptés.

Dans une curieuse contradiction qui donne l'impression de soutenir l'Islam, les législateurs et les personnalités religieuses soutenues par le gouvernement ont insisté sur le fait que l'interdiction ne s'étendait pas au hijab, le foulard islamique qui couvre les cheveux et le cou mais laisse le visage visible. Le Kirghizstan est le seul pays d'Asie centrale à autoriser le port du hijab dans les écoles et les bureaux. Nurlanbek Shakiev, le président du parlement, a déclaré aux législateurs lorsqu'il a présenté le projet de loi l'année dernière : « Il n'y aura aucune restriction sur le port du hijab. Nos mères et nos sœurs ont toujours porté le foulard dans le cadre de nos traditions et de notre religion ».

Il est clair que sans le Khilafah, il ne peut y avoir de sécurité de l'expression islamique et que tout peut être justifié, même le Haram. L'idée qu'il existe une sorte de privilège - que des femmes musulmanes puissent porter le Hijab alors que d'autres sœurs musulmanes sont obligées d'abandonner leurs convictions religieuses concernant le port du Niqab - n'est pas un point positif à célébrer. L'Islam est attaqué et cela concerne tous les musulmans. Les leaders de l'opposition qui veulent défendre la « liberté » des femmes musulmanes de porter ce qu'elles veulent ne sont pas non plus une source de réconfort. Les femmes musulmanes n'ont pas besoin de l'intervention de ces libertés libérales qui proviennent de la même base et du même système séculier qui leur a interdit de s'habiller selon leurs croyances religieuses. La mise en œuvre des règles islamiques n'aboutit jamais à un résultat positif lorsque les ennemis de l'Islam viennent avec leurs faux programmes d'émancipation des femmes.

L'augmentation du nombre de femmes portant le niqab dans les républiques d'Asie centrale est une représentation visuelle de l'attachement croissant des femmes musulmanes à leur identité islamique, que les dirigeants laïques de ces régimes tentent désespérément d'étouffer afin d'empêcher la naissance du système politique islamique, le Khilafah, dans la région. En 2023, la législatrice Sharapatkan Mazhitova a lancé une nouvelle campagne contre le niqab après s'être rendue dans la région méridionale d'Osh, où elle s'est déclarée choquée par le nombre de femmes locales qui portaient le niqab intégral, déclarant : « Une femme sur quatre à Osh porte le niqab, et leur nombre augmente de jour en jour. »

L'honneur de la femme musulmane, sa tenue islamique et toutes ses obligations islamiques ne seront pas pleinement protégés par un système autre que le régime islamique du système d'Allah (swt), le Khilafah basée sur la méthode de la prophétie. Le Prophète (saw), en tant que dirigeant du premier État islamique à Médine, a démontré aux musulmans et à tous les peuples le poids de la sauvegarde de la dignité de la femme musulmane et l'importance de sa tenue islamique lorsqu'il a expulsé la tribu des Banu Qaynuqa parce qu'elle avait abusé d'une seule femme musulmane et violé sa tenue islamique. Nous

appelons donc nos sœurs musulmanes des républiques d'Asie centrale et du monde entier à rester fidèles à toutes leurs croyances islamiques et à se joindre au travail du Hizb ut Tahrir pour établir d'urgence ce noble État du Khilafah, sous lequel elles bénéficieront d'une protection et d'un soutien complets pour pratiquer leur Dîn dans son intégralité.

Section des femmes

au bureau central des médias du Hizb ut Tahrir

